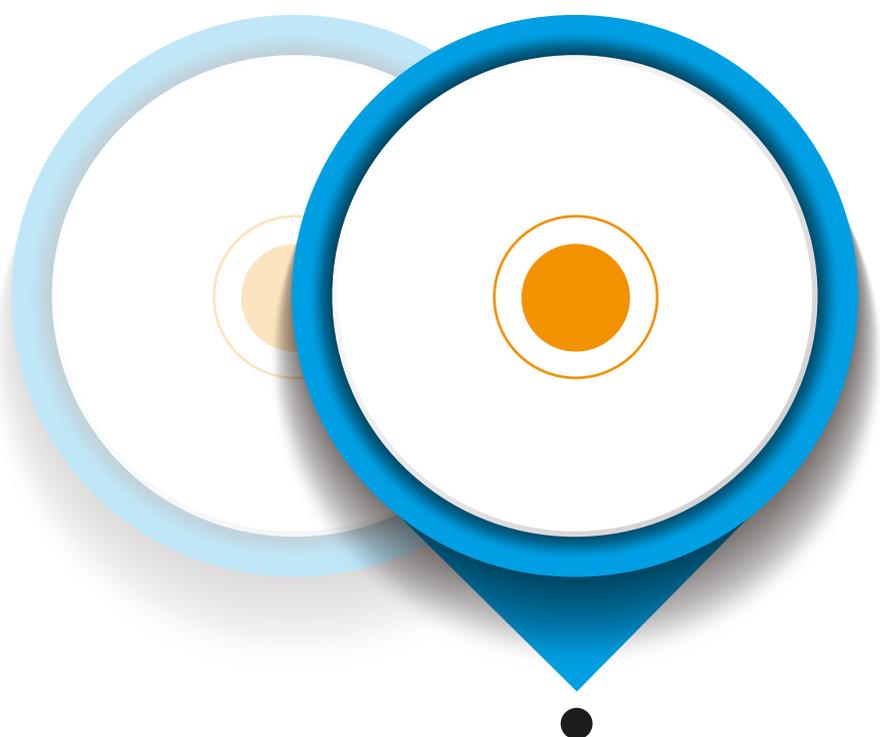


MISE EN ACTIVITÉ À PARTIR DE LA NOTE DE FRANCE STRATÉGIE

De meilleures réglementations
pour plus d'emplois ?

LIVRET ENSEIGNANTS - PARTIE 2



Jonathan-Pascal KARP,

Professeur de sciences économiques et sociales au Lycée Jean de Pagne,
à Sarreguemines (Académie de Nancy-Metz)

Cédric CROFILS, Gautier VERMANDEL, Corentin ROUSSEL

Le document de travail, novembre 2019

Avril 2020

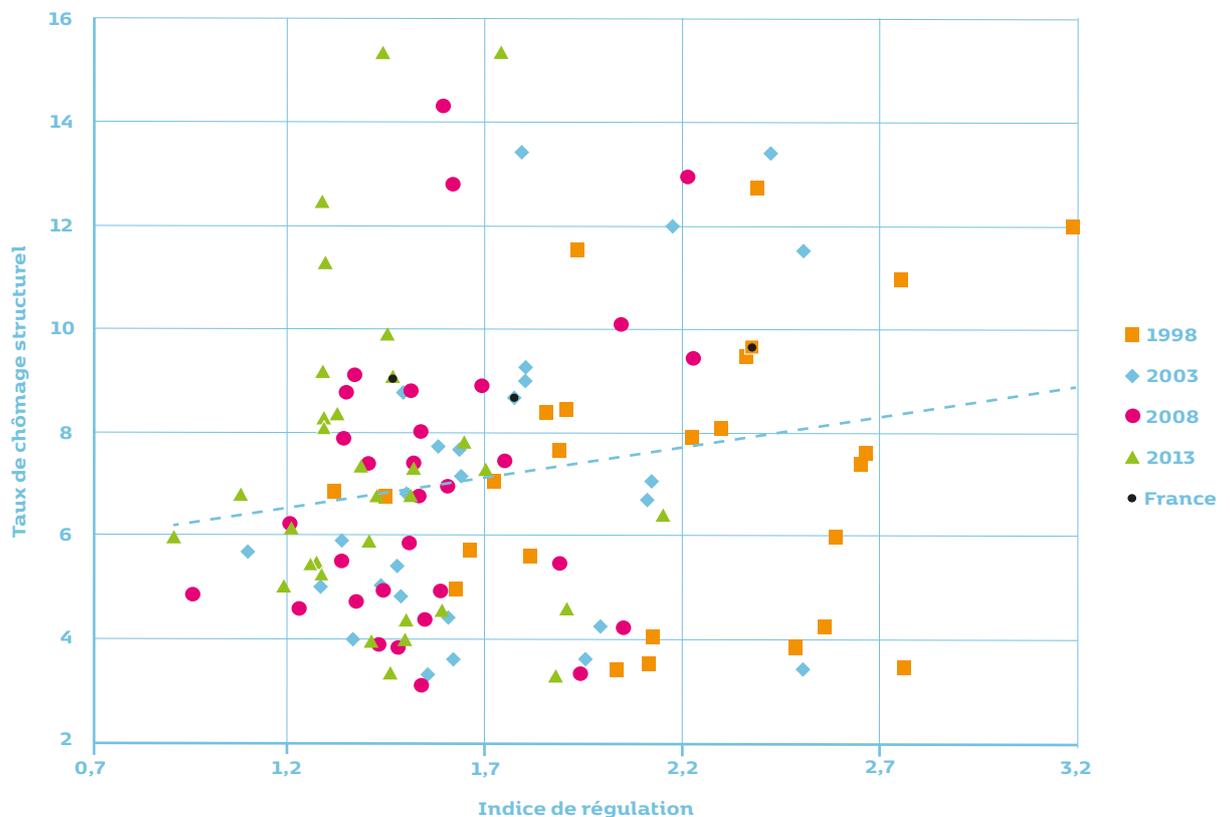


I. EXERCICES

EXERCICE 1 :

DOCUMENT : Relation entre le niveau de régulation du marché des biens et services (PMR) et le chômage structurel (note : graphique 2 à droite, page 4)

Note : le chômage structurel désigne le chômage qui s'explique non par des fluctuations conjoncturelles de l'économie (chômage conjoncturel), mais de la structure de l'économie (composition de la population active, spécialisation du pays, etc.) ainsi que de facteurs institutionnels (rigidité de la réglementation face aux mutations rapides que connaissent les entreprises par exemple).



Source : OCDE (PMR, Chômage de long terme - NAIRU) Calculs France Stratégie

- 1. FORMULEZ UNE PHRASE INDIQUANT LE SENS DE LA DONNÉE ENTOURÉE
En 2013, la France avait un indice PMR environ égal à 1,45 et avait un taux de chômage structurel égal à environ 9 % de la population active.
- 2. QUELLE RELATION PEUT-ON GLOBALEMENT ÉTABLIR ENTRE LE NIVEAU DE RÉGULATION DU MARCHÉ DES BIENS ET SERVICES ET LE NIVEAU DU CHÔMAGE STRUCTUREL ?
Nous pouvons constater une corrélation positive entre l'indice de régulation du marché des biens et services et le taux de chômage structurel. Plus le marché des biens et services est régulé (réglementé) et plus le niveau du chômage structurel a tendance à être élevé. Pour un indice de régulation faible (indice PMR égal à 1; les réglementations sont relativement souples), le taux de chômage structurel serait de 6 %, alors que pour un indice de régulation élevé (indice PMR égal à 3,2 ; les réglementations sont relativement rigides), le taux de chômage structurel serait d'environ 8,7 %, soit 2,7 points de pourcentage de plus que dans le cas d'un indice PMR de 1.



3. À PARTIR DE LA RÉPONSE À LA QUESTION 2, QUEL EFFET PEUT-ON ATTENDRE D'UN NOUVEL ASSOULISSEMENT RÉGLEMENTAIRE ?

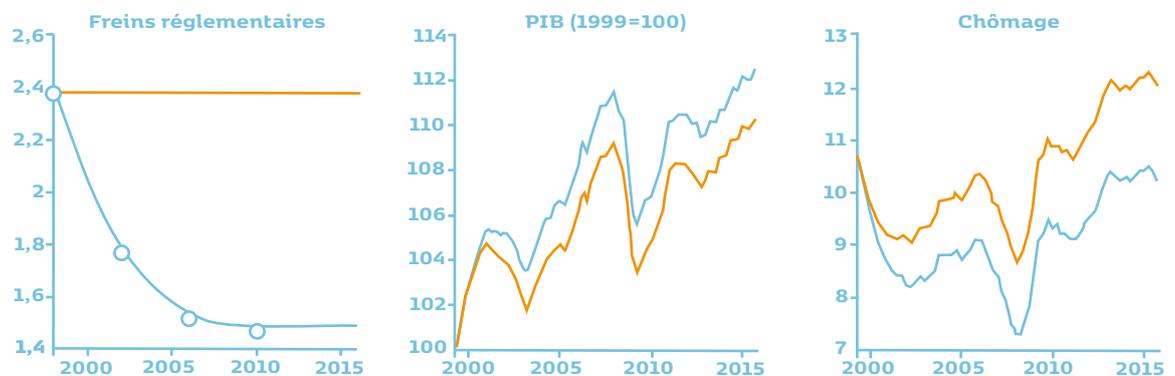
Nous pouvons nous attendre à ce que ce nouvel assouplissement réglementaire entraîne une baisse du taux de chômage structurel (même si nous ne pouvons pas l'affirmer dès maintenant avec certitude).

4. LA RELATION MISE EN ÉVIDENCE ENTRE RÉGULATION DU MARCHÉ DES BIENS ET SERVICES ET CHÔMAGE STRUCTUREL (CF. LES QUESTIONS PRÉCÉDENTES ET LES RÉPONSES APPORTÉES) SE RÉDUIT-ELLE À UNE RELATION DE CORRÉLATION OU RÉVÈLE-T-ELLE UNE RELATION DE CAUSALITÉ ?

La relation mise en évidence dans les questions précédentes est une relation de corrélation. Si l'on peut expliquer qu'un assouplissement réglementaire, dans un certain nombre de cas, peut induire une réduction du chômage structurel (relation de cause à effet), le seul document ne permet pas de le prouver (il met uniquement en évidence une relation de corrélation). Par ailleurs la corrélation est relative. Ainsi en ce qui concerne la France, si l'indice de régulation des marchés a diminué entre 2003 et 2013, ce n'est pas le cas du taux de chômage structurel. D'une façon générale, c'est un ensemble de facteurs qui déterminent le taux de chômage structurel. La réglementation sur le marché du travail en est un, mais d'autres sont à prendre en compte.

EXERCICE 2 :

Estimation de l'évolution de l'économie avec ou sans baisse du PMR depuis 1998 (note : graphique 4, page 8)



Lecture : en orange, les évolutions estimées sans baisse du PMR, en bleu les évolutions réelles constatées.

Source : calculs France Stratégie à partir du modèle macroéconomique présenté dans Crofils, Roussel et Vermandel (2019)

Questions :

Q1. Déterminez, en pourcentage, l'ampleur de la baisse de l'indice PMR entre 1998 et 2015

Formule du taux de variation :

$$\text{(Valeur d'arrivée - valeur de départ) / Valeur de départ} = \text{(VA-VD) / VD}$$

$$\text{(VA-VD) / VD} = \text{(1,5-2,4) / 2,4} = - 0,375.$$

L'indice PMR de la France a donc baissé de 37,5 % entre 1998 et 2015

Q2. A quoi une baisse de l'indice PMR d'un pays correspond-elle ?

Une baisse de l'indice PMR rend compte de l'assouplissement réglementaire dans un pays donné.



• **Q3. Quel impact la baisse de l'indice PMR de la France a-t-elle eu sur sa croissance économique ?**

Entre 1998 et 2016, le PIB français a augmenté d'un peu plus de 12 %. Si la France n'avait pas adopté une politique d'allégement réglementaire (que traduit la baisse du PMR), le PIB n'aurait augmenté que d'environ 10 % sur la même période. L'allégement réglementaire a donc apporté un supplément de croissance.

• **EXERCICE 3 :** Les gains économiques d'un assouplissement réglementaire

Globalement en réduisant les obstacles réglementaires, de nouvelles entreprises s'installent dans le(s) secteur(s) concerné(s) par la réforme. Ces entreprises embauchent et commencent à produire ce qui crée directement de la croissance et de l'emploi. La concurrence s'intensifie et pousse les entreprises à baisser leur prix, les ménages ont alors un pouvoir d'achat supplémentaire qu'ils peuvent allouer à des biens et services produits dans d'autres secteurs non concernés par la réforme. Cela contribue donc à une hausse supplémentaire de la croissance et de l'emploi. En outre, la baisse des prix rend les entreprises plus compétitives à l'exportation, ce gain de compétitivité-prix stimule les exportations vers le reste de la zone euro et accroît à nouveau la croissance et l'emploi du pays.

Il faut cependant du temps pour que les réformes se traduisent en croissance supplémentaire. Les trois premières années, une telle réforme pourrait s'accompagner d'une croissance du PIB plus faible par rapport à son niveau initial, mais suivie d'une plus longue période d'expansion. Cette première phase s'explique à la fois par une baisse de la consommation des ménages, qui favorisent l'épargne pour investir dans les entreprises devenues moins chères, et par un recul de la production des entreprises déjà en place, qui anticipent la montée de la concurrence. [...]

Contrairement au PIB, le chômage ne se détériore pas à court terme car les entreprises en place peuvent difficilement ajuster l'emploi à la baisse de la demande qui leur est adressée. Au bout de deux ans, du fait de l'entrée sur le marché de nouvelles entreprises et de la croissance du PIB, le chômage commencerait à reculer. En cinq ans, celui-ci diminuerait progressivement de 0,5 à 0,7 point. L'investissement et la capacité de production de l'économie augmenteraient peu à peu avec l'entrée de nouvelles entreprises, ce qui se traduirait par une hausse du PIB de l'ordre de 2 %, voire 3 % si on tient compte des effets sur la productivité.

Source : France Stratégie, Note de synthèse, « De meilleures réglementations pour plus d'emplois ? », page 13, Novembre 2019.

• **Questions :**

• **Q1. Pourquoi un allégement réglementaire ne se traduit-il pas immédiatement par un supplément de croissance économique ?**

Dans un premier temps, les ménages vont préférer l'investissement dans les entreprises à la consommation, ce qui va réduire cette dernière. De plus, les entreprises de secteurs concernés par l'assouplissement réglementaire vont anticiper une intensification de la concurrence (de nouvelles entreprises peuvent entrer sur le marché) et vont alors réduire leur production, ce qui n'est pas de nature à apporter un supplément de croissance.

• **Q2. Expliquez le passage souligné dans le texte.**

Il existe un certain nombre de rigidités sur le marché du travail qui présentent autant de contraintes empêchant les entreprises d'ajuster l'emploi en fonction de leurs besoins. Certaines sont issues du code du travail, tels les cas de licenciements autorisés dans la loi, et en conséquence le versement d'indemnités aux salariés.



Q3. Complétez le schéma à partir des termes suivants : hausse de la concurrence, assouplissement réglementaire, hausse du pouvoir d'achat des consommateurs, baisse de prix, hausse de la demande dans d'autres secteurs économiques, hausse de la croissance et de l'emploi.

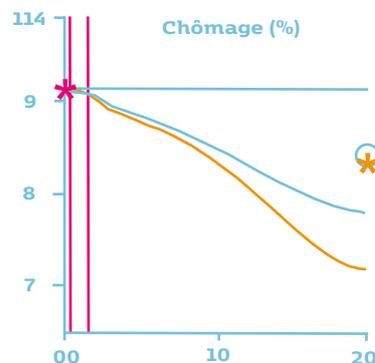
Assouplissement réglementaire => hausse de la concurrence => baisse des prix => hausse du pouvoir d'achat des consommateurs => hausse de la demande dans d'autres secteurs économiques => hausse de la croissance et de l'emploi.

EXERCICE 4 :

Le graphique [...] ci-dessous présente les résultats [d'un allègement réglementaire prenant la forme d'une baisse du PMR de 10 % sur 2 ans], en distinguant deux scénarios. Le premier, en bleu, correspond aux effets d'une réduction du coût d'entrée d'une nouvelle entreprise sur le marché. Le second en orange suppose que cette baisse des coûts entraîne une hausse de la productivité, principalement due au remplacement des entreprises peu productives par de nouvelles, plus productives, ce qui accroît la productivité moyenne. Les courbes décrivent l'écart à l'évolution tendancielle de l'économie française. La courbe bleue peut dès lors s'interpréter comme une limite basse des gains générés par la réforme réglementaire tandis que l'orange correspond à une limite haute quand la réforme s'accompagne de gains de productivité.

Source : France Stratégie, Note de synthèse, « De meilleures réglementations pour plus d'emplois ? », page 12, Novembre 2019.

Réponses de l'économie française à un allègement réglementaire sur deux ans (note : graphique 5, deuxième position, page 12)



Lecture : les courbes correspondent à deux scénarios, sans effet sur la productivité (bleu) et avec effet sur la productivité (orange), en écart à la tendance de l'évolution naturelle. Pour chaque graphique, les deux barres verticales correspondent au début et à la fin de la mise en place de la réforme (sur une durée de deux ans). Source : calculs France Stratégie.

Q1. En quoi une baisse du coût d'entrée sur le marché pour une entreprise peut-elle augmenter la productivité moyenne ?

Un assouplissement réglementaire favorisant une baisse du coût d'entrée sur le marché pour de nouveaux acteurs entraînerait la faillite des entreprises les moins productives, ces dernières étant alors remplacées par des entreprises plus productives. Les entreprises qui restent en place sont également incitées à innover pour garder leurs parts de marché, ce qui les rend plus productives. Cela aurait donc comme conséquence d'induire une augmentation de la productivité moyenne.

Q2. À l'aide des graphiques, comparez l'effet de l'assouplissement réglementaire sur le chômage selon qu'il s'accompagne ou non de gains de productivité.

Nous pouvons constater que les effets de l'assouplissement réglementaire sont d'autant plus importants que ce dernier s'accompagne de gains de productivité. En effet, au bout de 20 ans, le taux de chômage baisserait d'un peu plus d'un point de pourcentage par rapport à son niveau initial (toutes choses égales par ailleurs) en l'absence de gains de productivité alors qu'il baisserait de quasiment 2 points si l'assouplissement réglementaire s'accompagne de gains de productivité.



EXERCICE 5 : Les difficultés que peut poser un assouplissement réglementaire

Une « profession réglementée », dans le sens de la directive européenne, est définie comme une « activité ou [un] ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées ».

Le Centre international d'études pédagogiques recense plus d'une centaine de professions réglementées en France : de l'ambulancier au ramoneur, en passant par l'électricien, le glacier ou le maréchal-ferrant. [...]

Et, certes, modifier les règles ne coûterait pas un centime à la puissance publique... dans l'immédiat. Les effets à moyen et long terme pourraient cependant être dommageables.

Par exemple, si la loi mettait fin au monopole officinal pour tous les médicaments en accès libre, le risque serait de rendre moins rentables certaines pharmacies dans des zones isolées, et d'ajouter aux déserts médicaux des déserts pharmaceutiques. Ce, alors que ces médicaments restent plus chers de 50 % en Allemagne, de 40 % en Italie et de 20 % en Espagne. [...]

La guerre contre les rentes et les monopoles a en réalité déjà commencé. À titre d'illustration, [...] l'autorisation de vente en dehors des pharmacies des tests de grossesse prévue par la loi « consommation » défendue par l'ex-ministre délégué à l'économie sociale et solidaire, Benoît HAMON.

Autre exemple, après avoir libéralisé la vente de lunettes en ligne, l'exécutif a réduit le remboursement des verres par les mutuelles. Le gouvernement invoque un rapport de la Cour des comptes estimant à 470 euros le prix d'une paire de lunettes en France, un montant deux fois supérieur aux tarifs relevés au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne.

Source : Mathilde DAMGE, « Professions réglementées, rentes, monopoles : à quoi Arnaud Montebourg s'attaque-t-il ? », Le Monde, 14 Juillet 2014

Questions :

Q1. Qu'est-ce qu'une profession réglementée ?

Une profession réglementée est une profession dont l'accès et/ou l'exercice sont soumis à un certain nombre de règles édictées par la puissance publique.

Q2. Quel risque peut-il y avoir à mettre fin au monopole de la vente de médicaments par les pharmacies ?

La fin du monopole de la vente de médicaments par les pharmacies entraînerait davantage de concurrence sur ce marché. Les profits des pharmacies risqueraient de diminuer et certaines seront éventuellement conduites à cesser leur activité. Cela aura alors pour conséquence d'augmenter la distance à parcourir par les consommateurs pour trouver une pharmacie, ce qui dans certains cas peut s'avérer particulièrement problématique, comme par exemple pour les habitants des zones rurales.

Q2. Expliquez pour quelle raison le gouvernement français a décidé de réduire le remboursement des verres de lunettes par les mutuelles.

Le gouvernement a décidé de réduire le remboursement des verres de lunettes par les mutuelles dans la mesure où il a considéré qu'un trop haut niveau de remboursement (par les mutuelles) permet aux opticiens de fixer des tarifs trop élevés (puisque les verres sont remboursés par la mutuelle) et ainsi de disposer de rentes.



EXERCICE 6 : Les obstacles à l'assouplissement réglementaire ; le cas des voitures de tourisme avec chauffeur

● **PARTIE 1 : L'ASSOULISSEMENT RÉGLEMENTAIRE PEUT FAIRE DES PERDANTS QUI VONT TENTER D'EMPÊCHER SA MISE EN PLACE**

Extrait France24, « Taxis contre VTC, une bataille sans frein », 25 Mars 2016 (de 0 :43 à 2 :48)

● **1. Pourquoi les chauffeurs de taxis sont-ils en conflit avec les chauffeurs de voitures de transport avec chauffeur (VTC) ?**

Les chauffeurs de taxis accusent les chauffeurs de VTC de les concurrencer de manière déloyale, notamment parce que les chauffeurs de VTC n'ont pas besoin de licence (qui peut être très coûteuse) pour prendre des clients sur la voie publique.

● **2. Sachant que la valeur de la licence de taxi dépend de l'offre et de la demande, quel impact sur la valeur des licences de taxis l'arrivée des VTC à-t-elle eu ?**

L'arrivée des VTC a réduit la demande de licences de taxis ; des personnes qui auparavant auraient eu le projet de devenir chauffeur de taxi, préfèrent désormais devenir chauffeur de VTC. À offre de licences de taxis inchangée, la demande de licences se réduisant, leur cours se réduit. Les chauffeurs de taxis constatent donc à leur revente la diminution de la valeur de leur licence.

● **PARTIE 2 : LA MENACE QUI PLANE SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DES VOITURES DE TRANSPORT AVEC CHAUFFEUR (VTC)**

BFMTV, « Les chauffeurs VTC vont-ils disparaître ? », 11 Septembre 2019.

<https://www.youtube.com/watch?v=5WhWIIW-OUw>

● **1. Quelle décision le Sénat de l'état de Californie a-t-elle été prise, au sujet des plateformes Uber et Lyft ?**

En septembre 2019, le Sénat de l'État de Californie a décidé d'imposer à Uber et Lyft le changement du statut des chauffeurs en les considérant comme des salariés et non plus comme des indépendants (travailleurs à leur compte). En les requalifiant ainsi, il entendait les protéger mieux et leur ouvrir de nombreux droits, comme par exemple une protection sociale ou un salaire minimum.

● **2. Sur quels principes le modèle économique de plateformes comme Uber et Lyft repose-t-il ?**

Ces plateformes n'emploient pas directement de chauffeurs. Elles se contentent de mettre en relation des clients et des chauffeurs, ces derniers payant une commission à ces plateformes pour le service rendu.

● **3. En quoi cette décision du Sénat de l'Etat de Californie peut-elle poser problème aux plateformes ?**

Cette décision du Sénat de l'État de Californie peut poser problème aux plateformes dans la mesure où obligeant Uber et Lyft à salarier les chauffeurs, elle met en cause l'ensemble de leur modèle économique. Ces plateformes vont alors devoir fournir des véhicules aux chauffeurs qui auparavant en assuraient l'acquisition, ou encore payer des cotisations patronales qu'elles ne payaient pas auparavant, puisque le statut des chauffeurs n'est plus celui d'indépendant mais de salarié. Cela peut mettre en cause l'activité de ces plateformes ; elles cherchent à contre-attaquer face à la multiplication des recours juridiques de la part d'autoentrepreneurs décidés à obtenir la requalification du lien entre ces plateformes et eux.



Activité conclusive : Réalisation d'une carte mentale

Consigne : Vous réaliserez une carte mentale permettant de montrer les avantages de la mise en place d'une politique d'allègement réglementaire ainsi que les limites (freins) de (à) la mise en place d'une telle politique.

Il s'agit de proposer une représentation synthétique prenant la forme d'un schéma constitué d'un élément central (ici les avantages et inconvénients d'une politique d'allègement réglementaire) à partir duquel un certain nombre d'avantages et d'inconvénients d'une telle politique sont exprimés.

Pour avoir plus d'informations sur les cartes mentales :

<https://primabord.eduscol.education.fr/qu-est-ce-qu-une-carte-mentale>

II. LEXIQUE DES FONDAMENTAUX DE LA NOTE

- **Assouplissement réglementaire :** politique visant à rendre plus souples les différentes législations pesant sur les marchés de biens et services.
- **Productivité :** Correspond au rapport, en volume, entre une production et les ressources mises en œuvre pour l'obtenir.
- **Taux de chômage :** Indicateur se calculant en divisant le nombre d'actifs n'occupant pas d'emploi (et en recherchant un activement) par le nombre total d'actifs.
- **Chômage structurel :** Chômage ne dépendant pas des fluctuations conjoncturelles de l'économie mais de la structure de l'économie (composition de la population active, spécialisation du pays, etc.) et de facteurs institutionnels (rigidité de la réglementation, etc.).
- **Produit intérieur brut (PIB) :** Somme des valeurs ajoutées produites dans un pays sur une période donnée (généralement un an). Le PIB correspond à la création de richesses nationales.
- **Zone euro :** aire géographique que constitue les 19 pays de l'Union européenne (340 millions d'habitants) ayant adopté l'euro comme monnaie ; cette aire ne correspond pas à celle de l'Union européenne qui est composée de 27 États membres depuis la sortie du Royaume-Uni de l'ensemble communautaire le 31 janvier 2019 (le « Brexit ») et qui est donc plus large que la zone euro.

III. CONCLUSION

La réglementation des marchés en France est plus rigide que dans la moyenne des pays de la zone euro. Dès lors, les auteurs de France Stratégie évaluent les gains que l'économie française pourrait tirer d'un assouplissement de cette réglementation. Il apparaît alors que des effets positifs sont attendus mais qu'ils peuvent ne pas se manifester immédiatement. Il faut compter environ 3 ans après l'adoption d'un allègement réglementaire pour que la croissance économique s'en trouve accrue. L'assouplissement de la réglementation devrait conduire de nouveaux agents économiques à entrer sur les marchés devenus plus concurrentiels, ce qui est source de croissance et d'emploi. Les auteurs de la note sont arrivés à la conclusion que le taux de chômage pourrait diminuer de 0,5 à 0,7 point en cinq ans, suite à un assouplissement réglementaire progressivement mis en place en 2 ans (et correspondant à une baisse de l'indice PMR de 10 %). La politique d'allègement réglementaire peut donc être source de gains non négligeables pour l'économie nationale. Des obstacles à sa mise en œuvre existent néanmoins. Le premier de ces obstacles est l'existence d'effets négatifs au moins à court terme (comme la fermeture de certaines entreprises) que des effets positifs peuvent tarder à compenser. De plus, l'ampleur des gains économiques dépend pour une part de la conjoncture économique. Le caractère parfois incertain des gains peut présenter un frein à l'adoption de réformes destinées à assouplir la réglementation. Enfin, la libéralisation de certaines professions précédemment réglementées peut nuire à l'intérêt de certains agents et les inciter à se mobiliser pour tenter d'y faire obstacle.



IV. EPREUVE TYPE BAC : TROISIÈME PARTIE D'UNE ÉPREUVE COMPOSÉE (EC 3)

Sujet : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez en quoi un assouplissement réglementaire permet de lutter contre le chômage.

DOCUMENT 1 :

En France, le Code du travail interdit à la plupart des commerces de faire travailler des salariés au-delà de 13 heures le dimanche. Mais avec le shopping 24 heures sur 24 que permettent aujourd'hui le commerce en ligne et ses géants comme Amazon, la grande distribution tente de rester dans le jeu en recourant de plus en plus aux caisses en libre-service. [...]

C'est l'actuel président Emmanuel Macron qui, en 2015, alors ministre de l'Économie, a ouvert la voie aux dérogations au repos dominical avec sa loi « sur la modernisation de l'économie », qui assouplit la réglementation sur les horaires d'ouverture des commerces à Paris et dans sa région ainsi que dans certaines zones touristiques. Des mesures pourfendues par les syndicats, qui dénoncent la sape d'acquis sociaux remportés de haute lutte.

Mais pour les distributeurs, les restrictions toujours en vigueur en dehors des centres-villes sont un frein en ces temps où le commerce en ligne bouleverse le paysage économique du secteur. Les magasins physiques ne cessent de perdre du terrain face au e-commerce, et à en croire la grande distribution, c'est une question de vie ou de mort.

Source : Liz ALDERMAN, « Avec ses caisses automatiques le dimanche, le Géant Casino d'Angers cristallise les tensions », Courrier international, 2 Janvier 2020.

DOCUMENT 2 :

Uber, Chauffeur Privé et consorts stimulent l'emploi en France. C'est ce que révèle le Boston Consulting Group (BCG). [...]

Selon le BCG donc, l'impact des entreprises de chauffeurs serait très important sur l'économie. Sur les 6 premiers mois de l'année, 15 % des créations nettes d'emplois en France leur seraient imputables. « Ce chiffre atteint même 25 % en Île-de-France, soit une création nette d'emploi sur quatre », précise Joël Hazan. C'est en région parisienne en effet que l'essentiel de l'activité est réalisé. [...]

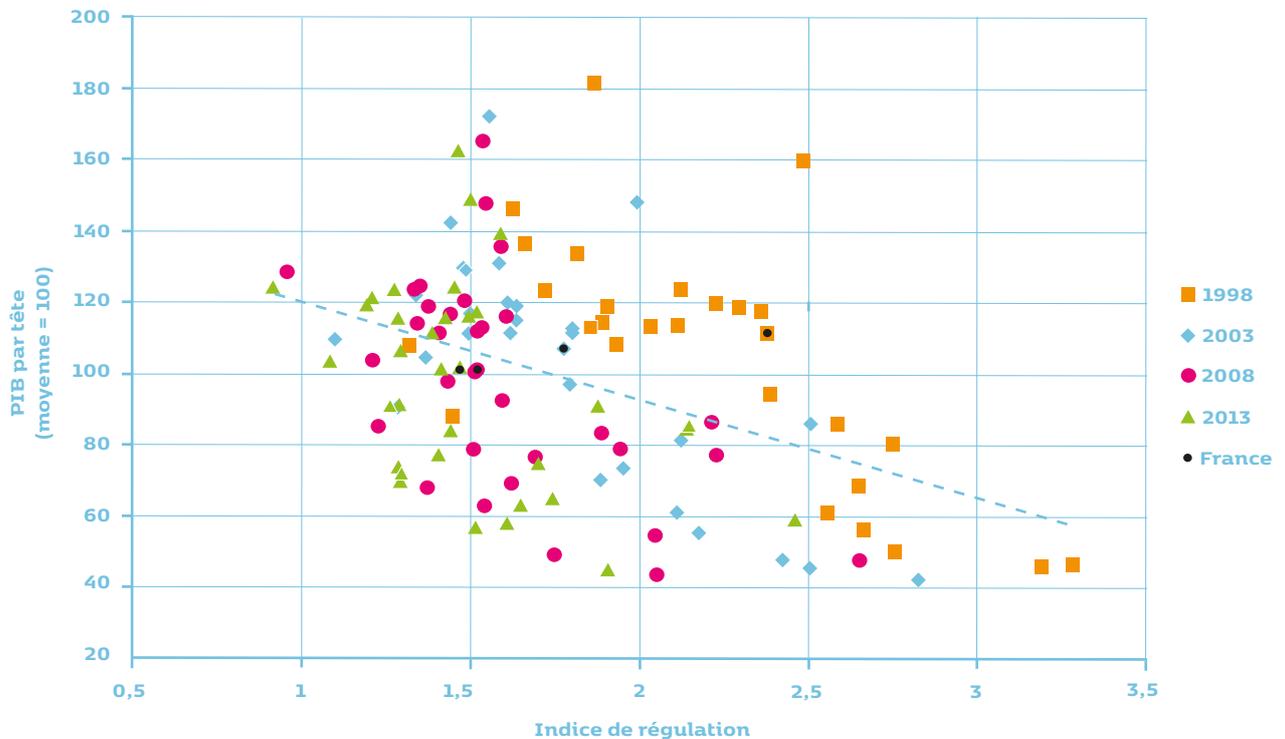
En juin 2016, 22.000 personnes exerçaient le métier de chauffeur VTC en France. Entre 8.000 et 11.000 chauffeurs déclarent qu'ils étaient auparavant sans activité, dont environ un tiers depuis plus d'un an, et ce principalement dans des territoires où le taux de chômage est élevé. [...]

Si l'activité de VTC croît indéniablement, n'est-ce pas au détriment des activités de transports traditionnelles comme les taxis ? C'est effectivement le cas. Selon le BCG, le chiffre d'affaires de la filière taxi s'est contracté de 5 % depuis 2013. « Mais la croissance du marché global du transport de personnes qui était de 4 % par an avant 2013 est désormais de 10 %, relève Joël Hazan. Les VTC ont pris une part au taxi mais le gâteau est plus gros au global. »

Source : Frédéric BIANCHI, « Les VTC à l'origine d'une création d'emplois sur quatre en Île-de-France », bfm-business.com, 23 Novembre 2016.



DOCUMENT 3 : Relation entre le niveau de régulation du marché des biens et services et le revenu par tête (note : graphique 2 à gauche, page 4)



Source : OCDE (PMR, PIB en parité de pouvoir d'achat) Calculs France Stratégie

• **Éléments d'introduction :**

- Un assouplissement réglementaire correspond à une politique visant à rendre plus souples les différentes législations qui encadrent les marchés de biens et services.
- Le chômage désigne la situation d'un individu dépourvu d'emploi, qui en cherche un activement et qui est disponible sous 15 jours pour en occuper un.
- Ce sujet nous invite à montrer comment et par quels mécanismes, un assouplissement réglementaire permet de lutter contre le chômage. Il convient donc d'explicitier comment des règles mieux adaptées favoriseraient des créations d'emplois et permettraient alors, toutes choses égales par ailleurs, de lutter contre le chômage.

• **Développement :**

- Un assouplissement réglementaire permet à de nouveaux acteurs d'entrer sur un marché et favorise ainsi une création directe d'emplois. Quand bien même des destructions d'emplois sont possibles dans les entreprises bénéficiant auparavant d'un certain niveau de protection, une création nette d'emplois est possible. Plus la réglementation d'un marché est souple, plus le nombre d'acteurs évoluant sur ce marché est potentiellement élevé. Le **document 2** nous indique que « sur les 6 premiers mois de l'année (2016), 15% des créations nettes d'emplois en France leur seraient imputables (aux VTC) ». Ces emplois créés sont donc de nature à réduire le chômage. Même si le développement des voitures de transport avec chauffeur (VTC) a induit des pertes d'emplois de chauffeurs de taxi (qui subissent la concurrence des VTC), l'essor des VTC a permis de faire croître le marché du transport global de personnes. De la même façon, le **document 1** renvoie à la demande d'autorisation d'entreprises du commerce de distribution en termes d'horaires d'ouverture, afin par exemple d'ouvrir le dimanche et lutter ainsi pour une part contre la concurrence du commerce sur internet. Un pas en ce sens a été effectué en 2015 avec la « loi de modernisation de l'économie ».



- Un assouplissement réglementaire, en renforçant la concurrence sur un marché, peut induire une baisse des prix qui augmente le pouvoir d'achat des consommateurs dont la demande peut augmenter, que ce soit celle qu'ils adressent à ce marché ou celle qu'ils destinent à d'autres marchés. Les entreprises qui bénéficient d'un surplus de demande et donc d'un accroissement de leurs ventes, peuvent être amenées à embaucher. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, le niveau de chômage peut se réduire. Le **document 3** met en évidence la corrélation entre régulation et croissance économique. Il est possible d'émettre quelques hypothèses afin d'explicitier l'existence, dans une certaine mesure, d'une relation de cause à effet entre ces deux variables. En prolongement, connaissant le lien entre chômage et croissance, on peut alors en déduire la corrélation, voire la relation de cause à effet, entre taux de chômage et régulation (ce que l'on retrouve dans le graphique 2 à droite, page 4 de la note).
- Un assouplissement réglementaire, en stimulant la concurrence, peut induire une augmentation du niveau moyen de la productivité des entreprises concurrentes. Il peut en résulter une réduction des coûts de production et donc une diminution des prix sur les marchés. Cela peut induire un accroissement de la demande et donc une augmentation de la production nécessitant d'embaucher. De plus, face à l'accroissement de la concurrence sur un marché, les entreprises concurrentes sont incitées à intensifier leurs efforts en matière de recherche et développement, de façon à innover et ainsi à proposer de nouveaux produits ou une évolution des produits existants. Des emplois dans la recherche et développement ainsi que dans la production des nouveaux produits sont créés, favorisant, toutes choses égales par ailleurs, une réduction du chômage.

- **Conclusion :**

Un assouplissement réglementaire peut, dans une certaine mesure, lutter contre le chômage en stimulant la concurrence.



À PROPOS

DU PROGRAMME ENSEIGNANTS-ENTREPRISES DE L'INSTITUT DE L'ENTREPRISE

Institut de l'entreprise

29, rue de Lisbonne, 75008 Paris

Tél. : 01 53 23 05 49 - Fax. : 01 47 23 79 01

beatrice.couairon@idep.net

- Cette ressource a été réalisée dans le cadre du Programme Enseignants-Entreprises de l'Institut de l'entreprise développé en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale. Retrouvez cette mise en activité sur www.melchior.fr ainsi que des cours de SES, des faits d'actualité, des notes de lecture...
- Créé en 1975, l'Institut de l'entreprise est un think tank indépendant de tout mandat syndical ou politique. Association à but non lucratif, l'Institut de l'entreprise a une triple vocation : être un centre de réflexion, un lieu de rencontre et un pôle de formation.



À PROPOS

DE FRANCE STRATÉGIE

- Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue à l'action publique et éclaire le débat.
- Elle réalise et diffuse à un public large et aux décideurs publics des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité.
- Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement.
- Suivez toute l'actualité de France Stratégie : www.strategie.gouv.fr et sur les réseaux sociaux.

Les publications de France Stratégie sont des ressources que l'on peut proposer aux élèves et mobiliser dans le cadre du traitement des programmes de sciences économiques et sociales. Elles traitent de sujets qui mettent en évidence des enjeux économiques et sociétaux qui entrent en résonance avec ce qui est enseigné.

Les activités proposées ci-dessous à partir de la note d'analyse « Améliorer la réglementation peut-il réduire le chômage structurel ? » ont pour objectif d'étendre ou d'approfondir certaines connaissances et de travailler des savoir-faire. À partir de la lecture et de l'analyse de documents d'experts, il s'agit de travailler de courts exercices qui éveilleront la curiosité des élèves sur des points d'actualité et inviteront à s'interroger sur les résultats des politiques publiques. Les activités ci-dessous n'ont pas l'ambition d'utiliser chaque élément de la note d'analyse de France Stratégie ; elles constituent un guide pour s'appropriier les principaux enjeux qu'elle met en exergue.

Cette proposition de mise en activité a été pensée de manière modulaire, dans un souci à la fois de liberté et de différenciation pédagogiques.